

L'Allemagne choisit de réguler la blockchain

L'Allemagne devrait rejoindre la France dans son combat pour mettre en place des barrières à l'entrée sur le marché de la blockchain.

Par Éric Verhaeghe.

On lira avec attention les mesures convenues dans le programme de gouvernement en Allemagne, dont voici quelques points à retenir :

- * Rendre l'Allemagne plus "attractive" auprès des institutions financières dans la perspective du Brexit.
- * Développer une stratégie globale sur les "blockchain" et faire campagne pour un cadre légal, au niveau européen et international, concernant les échanges de cryptomonnaies.
- * Soutenir une taxation équitable des grands groupes , en particulier les géants de l'internet comme Google, Facebook, Apple ou Amazon. Ces sociétés ne doivent plus pouvoir jouer des différences de fiscalité entre Etats membres et le dumping fiscal doit être interdit.
- * Instaurer une taxe substantielle sur les transactions financières.
- * Renforcer la coopération franco-allemande via des projets comme un centre sur l'intelligence artificielle.

On voit tout de suite ici les intentions allemandes, dont le secteur bancaire est profondément malade. L'Allemagne s'associera à la France pour réclamer une « régulation » mondiale [des crypto-monnaies](#) et de [la blockchain](#). La régulation est le prête-nom classique des barrières à l'entrée pour les nouveaux entrants.

En l'espèce, il s'agira bien de se [conformer à l'aspiration des banques](#) de voir le secteur remis en ordre pour éviter une concurrence disruptive.

Le G20 déjà saisi

On notera que l'Allemagne et la France devraient, d'un commun accord, [demander au prochain G20 de se pencher](#) sur la question. Les deux pays veulent « réguler » le bitcoin pour « protéger les investisseurs individuels ». Bien entendu. Protéger, pour mieux contrôler, comme d'habitude.